



**DELIBERATION N° 25/106 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS  
RELATIVE AUX " PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES " ET À L'INSERTION  
PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE POUR LA CORSE EN 2025**

**CHÌ APPROVA A CUNVENZIONE ANNINCA D'OGETTIVI È DI MEZI RILATIVA À I  
" PERCORSI IMPIEGU È CUMPETENZE " È À L'INSERZIONE PÀ L'ATTIVITÀ  
ECUNOMICA PER A CORSICA IN U 2025**

**REUNION DU 1ER OCTOBRE 2025**

L'an deux mille vingt cinq, le premier octobre, la Commission Permanente, convoquée le 23 septembre 2025, s'est réunie sous la présidence de M. Hyacinthe VANNI, Vice-président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Paul-Félix BENEDETTI, Paul-Joseph CAITUCOLI, Françoise CAMPANA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Angèle CHIAPPINI, Romain COLONNA, Saveriu LUCIANI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, Jean-Michel SAVELLI, Julia TIBERI, Hyacinthe VANNI

**ETAIENT ABSENTES ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Véronique ARRIGHI à Mme Françoise CAMPANA  
Mme Marie-Antoinette MAUPERTUIS à M. Hyacinthe VANNI  
Mme Chantal PEDINIELLI à M. Jean-Martin MONDOLONI

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** la loi n° 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2018 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion,
- VU** le décret n° 2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion,
- VU** le décret n° 2014-197 du 21 février 2014 portant généralisation de l'aide au poste d'insertion et diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique,
- VU** le décret n° 2014-728 du 27 juin 2014 relatif aux modalités d'application de la participation financière des collectivités de l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique,
- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie,

et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1,

- VU** le Code du travail, et notamment ses articles L. 5132-3-1, L. 5134-19-1 à 5, L. 5134-20 à L. 5134-33, R. 5132-1 à R. 5132-43 et D. 5134641,
- VU** l'instruction N° DGEFP/MIP/METH/MPP/2025/41 relative au fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail,
- VU** la délibération n° 17/076 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mars 2017 approuvant le plan de lutte contre la précarité,
- VU** la délibération n° 21/124 AC de l'Assemblée de Corse du 22 juillet 2021 approuvant le renouvellement de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 21/195 AC de l'Assemblée de Corse du 18 novembre 2021 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 25/043 AC de l'Assemblée de Corse du 28 mars 2025 adoptant le Budget Primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2025,
- VU** la délibération n° 25/125 AC de l'Assemblée de Corse du 25 juillet 2025 adoptant le Budget Supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2025,
- VU** la délibération n° 22/001 CP de la Commission Permanente du 26 janvier 2022 portant adoption du cadre général d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente, modifiée,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission de l'Éducation, de la Culture, de la Cohésion Sociale et des Enjeux Sociétaux,
- SUR** rapport de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

**Ont voté POUR (15) : Mmes et MM.**

Véronique ARRIGHI, Paul-Félix BENEDETTI, Paul-Joseph CAITUCOLI, Françoise CAMPANA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Angèle CHIAPPINI, Romain COLONNA, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, Chantal PEDINIELLI, Jean-Michel SAVELLI, Julia TIBERI, Hyacinthe VANNI.

### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** la convention annuelle d'objectifs et de moyens relative aux Parcours Emploi Compétences (PEC) et à l'Insertion par l'Activité Économique (IAE), telle qu'annexée à la présente délibération.

**ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil exécutif de Corse à signer ladite convention, ainsi que l'ensemble des actes à intervenir.

**ARTICLE 3 :**

**FIXE** la contribution de la Collectivité de Corse à 1 290 350,46 €, soit 34 136,26 € pour le cofinancement des Parcours Emploi Compétences (PEC) et 1 256 214,22 € pour le cofinancement des Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI).

**ARTICLE 4 :**

**PRECISE** que la Collectivité de Corse dispose d'un solde de trésorerie auprès de l'Agence de Services et de Paiement (ASP) s'élevant à 638 000 €, mobilisable au titre des crédits non consommés sur les exercices antérieurs.

**ARTICLE 5 :**

**DECIDE** en conséquence que la part de cofinancement à affecter en 2025 pour les Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) est ajustée à 618 214,22 €, correspondant au besoin de financement complémentaire.

**ARTICLE 6 :**

**DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : BP 2025	PROGRAMME : 5123
<b>MONTANT DISPONIBLE</b>	<b>762 000 euros</b>
Insertion par l'Activité Économique - cofinancement CDDI (ASP)	618 214,22 euros
Cofinancement CUI-PEC (ASP)	34 136,26 euros
<b>MONTANT AFFECTÉ .....</b>	<b>652 350,48 euros</b>
<b>DISPONIBLE À NOUVEAU.....</b>	<b>109 649,52 euros</b>

**ARTICLE 7 :**

**FIXE** les montants des frais de gestion relatifs à la mise en œuvre de ladite convention à 1 000 € pour la gestion des PEC et à 8 600 € pour la gestion de l'aide octroyée aux ACI.

**ARTICLE 8 :**

**DECIDE** de répartir ainsi qu'il suit les crédits inscrits à la rubrique :

ORIGINE : BP 2025	PROGRAMME : 5122
<b>MONTANT DISPONIBLE</b>	<b>70 100 euros</b>

<b>Frais de gestion ASP - convention de mandat ACI</b>	<b>8 600</b>	<b>euros</b>
<b>Frais de gestion ASP - convention de mandat CUI</b>	<b>1 000</b>	<b>euros</b>
<b>MONTANT AFFECTÉ .....</b>	<b>9 600</b>	<b>euros</b>
<b>DISPONIBLE À NOUVEAU.....</b>	<b>60 500</b>	<b>euros</b>

**ARTICLE 9 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication sous forme électronique sur le site internet de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 1 octobre 2025

La Présidente de l'Assemblée de Corse,



Marie-Antoinette MAUPERTUIS

# **COMMISSION PERMANENTE**

REUNION DU 1ER OCTOBRE 2025

**RAPPORT DE MONSIEUR**  
**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**APPROVU DI A CUNVENZIONE ANNINCA D'OGETTIVI È  
DI MEZI RILATIVA À I " PERCORSI IMPIEGU È  
CUMPETENZE " È À L'INSERZIONE PÀ L'ATTIVITÀ  
ECUNOMICA PER A CORSICA IN U 2025**

**APPROBATION DE LA CONVENTION ANNUELLE  
D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE AUX "  
PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES " ET À L'INSERTION  
PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE POUR LA CORSE EN 2025**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) : Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale  
et des Enjeux Sociétaux

Commission des Finances et de la Fiscalité

## RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Dans le cadre de sa compétence en matière d'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), la Collectivité de Corse joue un rôle déterminant dans la mise en œuvre des politiques de retour à l'emploi en direction de ce public, notamment des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Elle s'attache, aux côtés de l'État, à structurer un accompagnement adapté aux besoins du territoire et des publics, en mobilisant des dispositifs à fort potentiel d'insertion.

La convention annuelle d'objectifs et de moyens proposée pour l'année 2025 s'inscrit dans cette dynamique.

Elle définit les engagements de la Collectivité de Corse et de l'État en matière de pilotage et financement des dispositifs d'insertion professionnelle que sont les Parcours Emploi Compétences (PEC) et l'Insertion par l'Activité Économique (IAE)

Ce cadre partenarial permet de coordonner les actions de la Collectivité de Corse et de l'État afin de promouvoir une politique d'insertion cohérente, favorisant l'accès à l'emploi des bénéficiaires du RSA confrontés à des difficultés sociales et professionnelles spécifiques.

### I. Les Parcours Emploi Compétences (PEC)

Le dispositif PEC a pour finalité l'insertion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail. Il repose sur une mise en situation professionnelle chez des employeurs soigneusement sélectionnés, combinée à un accès facilité à la formation et au développement des compétences.

La Collectivité de Corse assure la prescription des PEC pour les bénéficiaires du RSA, sur la base d'un diagnostic individualisé.

Les employeurs sont sélectionnés en fonction de leur capacité à offrir un environnement de travail favorisant l'acquisition de savoir-être professionnels et de compétences techniques en lien avec les besoins du territoire. Ils doivent également garantir un accompagnement individualisé, intégrer des actions de formation obligatoires dans le parcours et, lorsque cela est envisageable, proposer des perspectives de pérennisation de l'emploi.

En 2024, cinq contrats PEC ont été conclus et sont en cours d'exécution.

Pour 2025, la Collectivité de Corse prévoit de maintenir son engagement en cofinançant la poursuite de ces contrats ainsi que leur éventuel renouvellement.

## II. L'Insertion par l'Activité Économique (IAE)

L'insertion par l'Activité Économique s'adresse aux personnes éloignées de l'emploi, rencontrant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle spécifiques. Le dispositif repose sur une mise en situation de travail au sein de structures dédiées, en particulier les Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI) conventionnés par l'État.

En 2024, la Collectivité de Corse avait apporté son soutien financier au financement de 184 postes destinés aux bénéficiaires du RSA. Ce cofinancement a permis l'accompagnement effectif de 179 personnes, traduisant un taux de réalisation de 96 % en cohérence avec les objectifs fixés.

Pour 2025, la Collectivité de Corse réaffirme son engagement en maintenant un niveau de cofinancement équivalent, à hauteur de 184 Contrats à Durée Déterminée d'insertion (CDDI).

## III. Modalités de cofinancement

Pour l'année 2025, la Collectivité de Corse prévoit de maintenir un niveau d'engagement financier significatif en faveur des dispositifs d'insertion professionnelle destinés aux bénéficiaires du RSA les plus éloignés de l'emploi.

Sa participation est estimée à 34 136,26 € pour le cofinancement des Parcours Emploi Compétences, et à 1 256 214,22 € pour le cofinancement de 184 Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI).

Toutefois, la Collectivité de Corse dispose d'un solde de trésorerie de 638 000 € auprès de l'Agence de Services et de Paiement (ASP), correspondant à des crédits non consommés les années précédentes.

Ce montant pourra être mobilisé pour réduire le besoin de financement 2025, ramenant ainsi la participation nette au titre des CDDI à 618 214,22 €.

La contribution financière globale de la Collectivité de Corse aux dispositifs d'insertion pour l'année 2025 s'élève ainsi à 1 290 350,48 €.

À cette somme s'ajoutent les frais de gestion versés à l'ASP pour le suivi de la convention, à hauteur de 1 000 € pour le dispositif PEC et 8 600 € pour le dispositif IAE. L'enveloppe totale mobilisée s'établit ainsi à **1 299 950,48 €**.

Les crédits nécessaires à la mise en œuvre de ces engagements sont inscrits au budget 2025, au sein des programmes **5122** (frais de gestion) et **5123** (cofinancement des dispositifs).

## Conclusion

Il est proposé :

- D'approuver le projet de convention annuelle d'objectifs et de moyens relative aux dispositifs PEC et IAE pour l'année 2025,

- D'autoriser le Président du Conseil exécutif de Corse à signer la convention et l'ensemble des actes afférents à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens relative aux Parcours Emploi  
Compétences et à l'Insertion par l'Activité Économique pour la région Corse  
pour l'année 2025  
N° 020-25-001**

Entre

L'État, représenté par M. le Préfet de Corse, Préfet de la Corse-du-Sud,

et

La Collectivité de Corse représentée par M. le Président du Conseil exécutif de Corse,

**Vu** la loi n° 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Vu** la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » ;

**Vu** la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ;

**Vu** le Code de l'action sociale et des familles, et notamment l'article L. 262-2 ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 4421-1 ;

**Vu** le Code du travail, et notamment les articles L. 5132-3-1, L. 5134-19-1 à 5, L. 5134-20 à L. 5134-33, R. 5132-1 à R. 5132-43 et D. 5134-41 ;

**Vu** le décret n° 2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion (CUI) ;

**Vu** le décret n° 2014-197 du 21 février 2014 portant généralisation de l'aide au poste d'insertion et diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique ;

**Vu** le décret n° 2014-728 du 27 juin 2014 relatif aux modalités d'application de la participation financière des collectivités de l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique ;

- Vu** le décret n° 2014-1360 du 13 novembre 2014 relatif aux mises en situation en milieu professionnel ;
- Vu** le décret n° 2021-1129 du 30 août 2021 relatif à l'insertion par l'activité économique et à l'expérimentation visant à faciliter le recrutement par les entreprises de droit commun de personnes en fin de parcours d'insertion ;
- Vu** le décret du Président de la République du 23 juillet 2025 portant nomination de M. Eric JALON, en qualité de Préfet de Corse, Préfet de la Corse-du-Sud ;
- Vu** l'arrêté du Ministère du travail du 11 mars 2025 portant nomination de Mme Isabel DE MOURA, Directrice régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Corse ;
- Vu** l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 2021 fixant la liste des critères d'éligibilité des personnes à un parcours d'insertion par l'activité économique et des prescripteurs mentionnés à l'article L. 5132-3 du Code du travail ;
- Vu** l'arrêté du 21 décembre 2021 fixant les montants des aides financières aux structures de l'insertion par l'activité économique, aux dispositifs d'insertion implantés en milieu pénitentiaire et à Mayotte ;
- Vu** l'arrêté du 5 juillet 2022 fixant les montants des aides financières aux structures de l'insertion par l'activité économique, aux dispositifs d'insertion implantés en milieu pénitentiaire et à Mayotte et fixant le montant de l'aide financière versée au titre du contrat passerelle conclu par une entreprise d'insertion ou un atelier et chantier d'insertion ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2024-03-26-00002 du 26 mars 2024, portant détermination du montant des aides de l'État pour les contrats uniques d'insertion : les Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) et les Contrats Initiatives Emploi jeunes (CIE Jeunes) ;
- Vu** la circulaire n° 2013-02 du 22 février 2013 relative à la mise en œuvre de l'allongement de la durée des nouveaux contrats d'accompagnement dans l'emploi ;
- Vu** l'instruction N° DGEFP/SDPAE/MIP/2021/212 du 19 octobre 2021 relative à la mise en œuvre opérationnelle des mesures relatives à l'insertion par l'activité économique (IAE) prévues par la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » ;
- Vu** l'instruction N° DGEFP/SDPAE/MIP/2022/16 du 18 janvier 2022 actualisant les procédures relatives au CDI inclusion, au contrat-passerelle ainsi qu'à la dérogation collective à la durée hebdomadaire de travail en atelier et chantier d'insertion à compter de l'année 2022 ;
- Vu** l'instruction N° DGEFP/MIP/METH/MPP/2025/41 relative au Fonds D'inclusion dans l'Emploi en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail (Parcours Emploi Compétences, Contrats Initiative Emploi, Insertion par l'Activité Économique, Entreprises Adaptées,

Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) ;

- Vu** la délibération n° 21/122 AC de l'Assemblée de Corse du 22 juillet 2021 autorisant le Président du Conseil exécutif de Corse à signer la présente convention ;
- Vu** la délibération n° 25/106 CP de la Commission Permanente du 1<sup>er</sup> octobre 2025 approuvant la convention d'objectifs et de moyens ;

## PRÉAMBULE

L'enjeu de cette convention est de promouvoir une politique coordonnée de nature à favoriser l'accès de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, bénéficiaires du revenu de solidarité active (BRSA), à des parcours d'insertion adaptés à leurs besoins.

Afin de maintenir et de développer une offre d'insertion qualitativement et quantitativement satisfaisante au regard des besoins du territoire, dans le cadre du pacte national des solidarités, il est nécessaire de renforcer et d'optimiser les interventions financières de l'État et de la Collectivité de Corse.

Ainsi, la Collectivité de Corse s'engage à développer l'accès des bénéficiaires du RSA relevant de sa compétence aux dispositifs Parcours Emploi Compétences (PEC) et Atelier Chantier d'Insertion (ACI) dans le cadre de l'insertion par l'activité économique (IAE).

Volumes prévisionnels de BRSA inscrits à la présente convention :

Dispositifs	
Parcours Emploi Compétences du secteur non marchand (PEC)	5
Nombre de personnes en ACI (IAE)	184

La première partie de la présente convention décline les objectifs d'entrée des bénéficiaires du RSA en Parcours Emploi Compétences financés en commun par la Collectivité de Corse et l'État.

La seconde partie relative à l'IAE fixe le nombre prévisionnel de personnes bénéficiaires du RSA effectuant un parcours d'insertion cofinancé par la Collectivité de Corse et l'État, en Atelier Chantier d'Insertion pour l'IAE.

La troisième partie précise les modalités d'attribution des aides et les montants financiers associés aux deux dispositifs.

### 1 Les Contrats Uniques d'Insertion

Le cadre juridique du Parcours Emploi Compétences (PEC), présenté dans l'instruction DGEFP/MIP/METH/2025/41 est le Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (secteur non marchand) tel que prévu par les articles L. 5134-20 à L. 5134-34 du Code du travail.

Le PEC-CAE associe mise en situation professionnelle, accompagnement et accès facilité à la formation et à l'acquisition de compétences.

L'État et la Collectivité de Corse (CdC) se fixent l'objectif de favoriser l'accès ou le retour en emploi des personnes bénéficiaires du RSA qui rencontrent des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi.

La présente convention a pour objet de fixer, pour l'année 2025, les objectifs quantitatifs de prescriptions des PEC-CAE cofinancés par la Collectivité de Corse, pour les bénéficiaires du RSA, en application de l'article L. 5134-30-2 du Code du travail.

Les taux de prise en charge applicables aux PEC-CAE prescrits par la CdC sont ceux prévus par l'arrêté préfectoral, en vigueur.

La contribution de la Collectivité de Corse à la prise en charge de l'aide à l'insertion est déterminée par l'article D. 5134-41 du Code du travail, soit 88 % du montant du RSA socle (646,52 € au 1<sup>er</sup> avril 2025) pour une personne seule.

S'agissant des renouvellements, dans le cadre de l'arrêté préfectoral en vigueur, la décision d'attribution d'une nouvelle aide est subordonnée au bilan préalable des actions d'accompagnement et de formation, et des actions visant à l'insertion durable des salariés.

### **1.1 Objectifs d'entrée en Parcours Emploi Compétences (PEC-CAE)**

Conformément à l'arrêté du Préfet de Corse n° R20-2024-03-26-00002 du 26 mars 2024 fixant notamment le montant des aides de l'Etat pour les PEC du secteur non-marchand cofinancés par l'État et la Collectivité de Corse pour l'année 2025 **le nombre de PEC destinés aux BRSA est de 5, soit un montant total annuel prévisionnel de 34 136,26 € [(646,52 x 5 x 12) x 88 %].**

### **1.2 Modalités de prescription et de paiement de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des Parcours Emploi Compétences (PEC)**

**Prescription directe** : en application de l'article L. 5134-19-1 du Code du travail, le président du Conseil exécutif de Corse prend lui-même les décisions d'attribution de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des parcours emploi et compétences et ouvre droit au versement d'une aide à l'insertion.

**La Prestation d'Accompagnement dans l'Emploi - PADE** : cette prestation d'accompagnement dans l'emploi est assurée par les référents dans l'Emploi de la Direction de l'Insertion et du Logement de la Collectivité de Corse.

Pour les Parcours Emploi Compétences CAE, l'accompagnement mis en œuvre vise à assurer les conditions d'un parcours insérant et à améliorer l'employabilité du bénéficiaire.

## **2 L'Insertion par l'Activité Économique (IAE)**

La Collectivité de Corse et l'Etat affirment leur volonté commune de poursuivre leur collaboration afin de favoriser la prise en charge et l'accompagnement du public bénéficiaire du RSA par les ateliers chantiers d'insertion du territoire (ACI).

En application de l'article L. 5132-3-1 du Code du travail, la Collectivité de Corse participe au financement des aides financières mentionnées à l'article L. 5132-2, pour les ateliers et chantiers d'insertion (article L. 5132-4 alinéa 4 du Code du travail) lorsque ces aides sont attribuées pour le recrutement de salariés qui sont, lors de leur embauche, bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (BRSA).

### **2.1 Champ d'intervention**

Le nombre d'Ateliers et Chantiers d'Insertion concernés sur le territoire est de :

- 16 Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI) portés par 7 structures porteuses, pour la Corse-du-Sud,

- 20 Ateliers et chantiers d'insertion (ACI) portés par 11 structures porteuses, pour la Haute-Corse.

**Rappel** : le PASS IAE a remplacé l'agrément des publics que délivrait France Travail, anciennement Pôle Emploi. Il est rattaché à la personne pour un suivi du parcours simplifié. En tant que prescripteur habilité, la Collectivité de Corse peut proposer des candidatures de bénéficiaires du RSA aux employeurs des ACI et valider leur éligibilité, via la Plateforme de l'Inclusion.

## 2.2 Objectifs : Nombre de postes en ACI pour les BRSA

Pour les bénéficiaires du RSA dont elle a la charge, la Collectivité de Corse s'engage dans les conditions suivantes :

Le nombre de postes annuels cofinancés est arrêté à **184 postes** :

- 75 postes pour le territoire de la Corse-du-Sud,
- 109 postes pour le territoire de la Haute-Corse.

Le cofinancement de la CdC pour une année et par poste correspond à 88 % du montant mensuel du RSA pour une personne seule au 1<sup>er</sup> avril 2025 : **646,52 € x 12 mois x 88 %, soit 6 827,25 € par poste et un total pour 184 postes de 1 256 214,22 € (6 827,25 € x 184).**

## 2.3 Répartition des postes par départements et par ateliers chantiers d'insertion ACI :

### 2.3.1 Corse-du-Sud : 75 entrées par an réparties comme suit :

Le montant total annuel prévisionnel de la participation de la Collectivité de Corse pour l'ensemble des **75** postes BRSA en ACI de la Corse-du-Sud s'élève à **512 043,75 €**.

### F.A.L.E.P.A :

- 24 postes BRSA par an pour 4 chantiers avec la répartition prévisionnelle suivante :

				CdC	État
Garage mobilité	6 827,25 €	X	3	<b>20 481,75 €</b>	<b>54 869,25 €</b>
Atelier recyclerie, menuiserie	6 827,25 €	X	8	<b>54 618,00 €</b>	<b>146 318,00 €</b>
Rénovation intérieure	6 827,25 €	X	7	<b>47 790,75 €</b>	<b>128 028,25 €</b>
Espaces naturels	6 827,25 €	X	6	<b>40 963,50 €</b>	<b>109 738,50 €</b>
<b>TOTAL FALEPA</b>			<b>24</b>	<b>163 854,00 €</b>	<b>438 954,00 €</b>

### INIZIATIVA :

- 17 BRSA par an pour 4 chantiers avec la répartition prévisionnelle suivante :

				CdC	État
Recycl'éco	6 827,25 €	X	6	<b>40 936,50 €</b>	<b>109 738,50 €</b>
Créativu	6 827,25 €	X	3	<b>20 481,75 €</b>	<b>54 869,25 €</b>
Environnement et espaces verts	6 827,25 €	X	5	<b>34 136,25 €</b>	<b>91 448,75 €</b>

Fil et fer	6 827,25 €	X	3	20 481,75 €	54 869,25 €
<b>TOTAL INIZIATIVA</b>			<b>17</b>	<b>116 063,25 €</b>	<b>310 925,75 €</b>

### **SUD CORSE INSERTION :**

- 5 entrées BRSA par an pour 1 chantier avec la répartition prévisionnelle suivante :

				<b>CdC</b>	<b>État</b>
Recyclerie Dino	6 827,25 €	X	5	34 136,25 €	91 448,75 €
<b>TOTAL SUD CORSE INSERTION</b>			<b>5</b>	<b>34 136,25 €</b>	<b>91 448,75 €</b>

### **VALINCO LOISIRS DÉVELOPPEMENT :**

- 7 entrées BRSA par an pour 2 chantiers avec la répartition prévisionnelle suivante :

				<b>CdC</b>	<b>État</b>
Espaces Verts et environnement	6 827,25 €	X	6	40 963,50 €	109 738,50 €
Maraichage et châtaigneraie	6 827,25 €	X	1	6 827,25 €	18 289,75 €
<b>TOTAL VALINCO LOISIRS DÉVELOPPEMENT</b>			<b>7</b>	<b>47 790,75 €</b>	<b>128 028,25 €</b>

### **ÉTUDES ET CHANTIERS :**

- 15 entrées BRSA par an pour 3 chantiers avec la répartition prévisionnelle suivante :

				<b>CdC</b>	<b>État</b>
Garage mobilité	6 827,25 €	X	3	20 481,75 €	54 869,25 €
Entretien du patrimoine	6 827,25 €	X	9	61 445,25 €	164 607,75 €
Solicycle	6 827,25 €	X	3	20 481,75 €	54 869,25 €
<b>TOTAL ÉTUDES ET CHANTIERS</b>			<b>15</b>	<b>102 408,75 €</b>	<b>274 346,25 €</b>

### **AUTRES STRUCTURES :**

- 7 entrées BRSA par an avec la répartition prévisionnelle suivante :

				<b>CdC</b>	<b>État</b>
APIE/CPIE Aménagement espaces naturels	6 827,25 €	X	4	27 309,00 €	73 159,00 €
AIUTU CAMPAGNOLU patrimoine rural	6 827,25 €	X	3	20 481,75 €	54 869,25 €
<b>TOTAL AUTRES STRUCTURES</b>			<b>7</b>	<b>47 790,75 €</b>	<b>128 028,25 €</b>

### **2.3.2 Haute-Corse : 109 entrées par an réparties comme suit :**

Le montant total annuel prévisionnel de la participation de la Collectivité de Corse pour l'ensemble des **109** postes BRSA en ACI de la Haute-Corse s'élève à **744 170,25 €**.

### ISATIS :

- 5 entrées BRSA par an pour 2 chantiers avec la répartition prévisionnelle suivante :

				CdC	État
Install'toit	6 827,25 €	X	3	20 481,75 €	54 869,25 €
Atelier des fées	6 827,25 €	X	2	13 654,50 €	36 579,50 €
<b>TOTAL ISATIS</b>			<b>5</b>	<b>34 136,25 €</b>	<b>91 448,75 €</b>

### ÉTUDES ET CHANTIERS CORSICA :

- 18 entrées BRSA par an pour 4 chantiers avec la répartition prévisionnelle suivante :

				CdC	État
Aliso fiume vivu - Aménagement et préservation du littoral	6 827,25 €	X	5	34 136,25 €	91 448,75 €
Casınca paese vivu - Entretien et ouverture de chantiers	6 827,25 €	X	3	20 481,75 €	54 869,25 €
A memoria di i fiumi - Entretien de cours d'eau	6 827,25 €	X	6	40 963,50 €	109 738,50 €
Plateforme de valorisation Cismonte	6 827,25 €	X	4	27 309,00 €	73 159,00 €
<b>TOTAL ÉTUDES ET CHANTIERS CORSICA</b>			<b>18</b>	<b>122 890,50 €</b>	<b>329 215,50 €</b>

### SOLIDERIA :

- 14 entrées BRSA par an pour 3 chantiers avec la répartition prévisionnelle suivante :

				CdC	État
Attellu mobilita	6 827,25 €	X	3	20 481,75 €	54 869,25 €
Ecocreazione Balagne	6 827,25 €	X	8	54 618,00 €	146 318,00 €
Ecocréazione Punente	6 827,25 €	X	3	20 481,75 €	54 869,25 €
<b>TOTAL CORSE MOBILITÉ SOLIDAIRE</b>			<b>14</b>	<b>95 581,50 €</b>	<b>256 056,50 €</b>

### I CHJASSI MUNTAGNOLI :

- 10 entrées BRSA par an pour 3 chantiers avec la répartition prévisionnelle suivante :

				CdC	État
Straca facendu - débroussaillage	6 827,25 €	X	7	47 790,75 €	128 028,25 €
Strada sicura - pose de clôtures	6 827,25 €	X	1	6 827,25 €	18 289,75 €
Maraîchage	6 827,25 €	X	2	13 654,50 €	36 579,50 €
<b>TOTAL I CHJASSI MUNTAGNOLI</b>			<b>10</b>	<b>68 272,50 €</b>	<b>182 897,50 €</b>

### IMPRESA CASTELLU FIUMORBU :

- 8 entrées BRSA par an pour 2 chantiers avec la répartition prévisionnelle suivante :

				CdC	État
Assainissement et protection des espaces verts	6 827,25 €	X	7	47 790,75 €	128 028,25 €
Impreza Ecoresponsable	6 827,25 €	X	1	6 827,25 €	18 289,75 €
<b>TOTAL IMPRESA CASTELLU FIUMORBU</b>			<b>8</b>	<b>54 618,00 €</b>	<b>146 318,00 €</b>

## AUTRES STRUCTURES :

- 54 entrées BRSA par an pour 6 chantiers répartis comme suit :

				CdC	État
MISSION LOCALE BASTIA - Assainissement - espaces verts	6 827,25 €	X	3	20 481,75 €	54 869,25 €
L'AMICHI DI U RUGHJONE - Entretien de l'espace rural	6 827,25 €	X	2	13 654,50 €	36 579,50 €
ADAL 2B - Réhabilitation sentiers & patrimoine	6 827,25 €	X	35	238 953,75 €	640 141,25 €
ADIEM - Magasin social	6 827,25 €	X	3	20 481,75 €	54 869,25 €
ARSM - Réhabilitation sentiers & patrimoine	6 827,25 €	X	3	20 481,75 €	54 869,25 €
CIP corse insertion professionnelle - Entretien, débroussaillage	6 827,25 €	X	8	54 618,00 €	146 318,00 €
<b>TOTAL DIVERSES STRUCTURES</b>			<b>54</b>	<b>368 671,50 €</b>	<b>987 646,50 €</b>

## 3 Conditions de mise en œuvre

### 3.1 Durée de la convention

Les dispositions de la présente convention s'appliquent du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025.

### 3.2 Modalités de prescription et de paiement de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des Parcours Emploi Compétences (PEC)

La Collectivité de Corse a délégué, par convention de mandat, à l'Agence de Services et de Paiement (ASP) le versement de sa contribution aux dispositifs d'insertion objets de la présente convention.

### 3.3 Pilotage et Suivi

Le pilotage et le suivi de la mise en œuvre de la présente convention s'effectuent conjointement par la DREETS de Corse représentant M. le Préfet de Corse et le représentant de la Collectivité de Corse.

Le bilan qualitatif et physico financier de la convention fera l'objet d'une restitution en CRIAE en 2025.

### 3.4 Réajustement des objectifs

Un réajustement des objectifs prévus à la présente convention pourra intervenir en cours d'exécution par voie d'avenant et sous réserve des crédits disponibles.

### **3.5 Montants prévisionnels et frais annexes**

La participation financière prévisionnelle de la Collectivité de Corse aux dispositifs d'insertion professionnelle destinés aux publics éloignés de l'emploi (CAE-PEC et IAE) s'élève à un montant total de **1 290 350,25 €** pour l'année 2025, sous réserve d'éventuelles revalorisations du montant du RSA socle en cours d'exercice.

La participation financière prévisionnelle de l'Etat au titre de l'IAE s'élève pour 2025 à **3 365 314 € (184 x 18 289,75 €)**.

Fait à Ajaccio, le

Le Président du Conseil exécutif  
de Corse,

Le Préfet de Corse,

Gilles SIMEONI

Eric JALON